



Municipal 2014

Répondre aux besoins quotidiens de la population

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 968

12 DÉCEMBRE 2013

prix : 0,70 €

NON à la hausse de la TVA

TAXONS le capital



Nelson Mandela



Hommage à l'homme de paix
Page 2

Arcelor Basse-Indre

Rencontre avec Alain
Bocquet, député communiste
et rapporteur de la commis-
sion d'enquête sur la sidérur-
gie

Page 3

NON à l'ouverture des magasins le dimanche !



Page 5

Révolte des papiers timbrés

Aux racines de la révolution
française

Page 6

Débat d'orientation budgétaire

Le point de vue des élus com-
munistes en région

Page 7

Ukraine ?. Sortir des séquelles de la guerre froide.

Entre l'U.E atlantiste et les ex-républiques de l'URSS, l'Ukraine est un enjeu géostratégique majeur. Avec ses 45 millions d'habitants elle représente en population, la moitié des six pays d'Europe orientale et du Caucase, convoités depuis vingt ans, dans un processus d'expansion vers l'Est (2004 : 10 pays ont intégré l'OTAN puis l'U.E, rejoint en 2007 par la Bulgarie et la Roumanie). Depuis, la dynamique d'intégration est à bout de souffle et l'Union Européenne connaît une crise profonde. Si les ambitions sont moindres, reste au cœur de chaque accord bilatéral un traité de libre-échange et de mise aux normes européennes. De l'autre côté, au-delà des liens historiques et culturels forts, entre les deux peuples slaves, existe un projet russe d'union douanière eurasiatique. Le KPU (communistes ukrainiens) membre minoritaire de la coalition au pouvoir propose un référendum pour permettre au peuple de choisir et pour sortir de l'impasse actuelle.



L'actualité politique dans le monde

2

Point de vue

par Robin Salecroix



La grande marche contre l'injustice fiscale du 1^{er} Décembre a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de Paris alors qu'au même moment des dizaines de rassemblements se déroulaient dans la proximité, avec des militants du PCF et des organisations partenaires du front de gauche. Le combat pour la justice, l'emploi et la solidarité, les communistes en ont conscience, devient donc chaque jour un peu plus nécessaire au peuple de France plongé dans la précarité et la crise économique.

Ce combat pour la justice, particulièrement fiscale peut être le catalyseur d'une colère populaire qui émerge partout en France. Face à la doxa libérale et médiatique qui confine le citoyen dans l'illusion que « Gauche et Droite » sont à ranger dans le même panier, les communistes devront travailler à convaincre sans relâche dans la prochaine période.

C'est armé de nos argumentaires et matériels sur la réalité du coût du capital, sur l'impasse gouvernementale de la rigueur proposée, sur l'existence de véritables propositions de gauche crédibles et servant les intérêts des salariés, étudiants, chômeurs et retraité que nous irons à la bataille des idées. Cette



grande campagne politique, se doit d'être transversale aux campagnes électorales à venir qu'elles soient municipales ou européennes.

Municipales, qui sont d'ores et déjà lancées dans beaucoup de nos territoires et où les communistes ont fait le choix du rassemblement à gauche, sur des contenus de progrès, pour que chaque élu communiste de demain soit un point d'appui pour de nouvelles conquêtes ! Nous devons être de ceux qui mobilisent l'électorat populaire tenté par l'absentéisme et la démobilisation.

Enfin, ces européennes seront aussi le réceptacle d'une bataille politique acharnée où les tenants d'une Europe du Capital, qui gommait la souveraineté des nations ne veulent pas voir le peuple surgir ! Là aussi le risque de la démobilisation est grand, et les communistes iront au contact direct de la population, pour faire émerger les attentes légitimes des citoyens sur le devant de la scène et dire non à l'union européenne libérale et oui à une coopération librement consentie des peuples !

« Madiba » Est rentré à la maison ...



« Peut-être était-il temps de le laisser partir ? C'est une grande perte pour tous, mais il était très âgé et il fallait accepter la réalité ». En Afrique du Sud, évoquer la mort de quelqu'un reste un tabou. Mais les hospitalisations de plus en plus fréquentes de Nelson Mandela – quatre fois au cours des six derniers mois avaient fini par susciter le souhait qu'il parte le plus paisiblement possible...

Agé de 95 ans, l'artisan de la réconciliation nationale a passé le témoin, sur ce « long chemin vers la liberté » à laquelle il a consacré sa vie. Sapant les fondements même de l'apartheid par son programme en tant que premier président élu par l'ensemble de la population du pays (de 1994 à 1999) : « Du travail, la paix et la liberté pour tous ». Ce combat lui valu 27 ans dans les geôles du régime raciste sud-africain. « Telle était ma mission : libérer à la fois l'opprimé et l'opresseur ». Comment ne pas rapprocher ce dernier voyage de son tout premier. Il n'avait que neuf ans quand son père meurt à Qunu, village que l'enfant doit quitter pour l'école. Né le 18 juillet 1918 dans le district de ce qui était alors le Transkei (province du Cap Ouest), Mandela ne s'appelait pas encore Nelson. Ce prénom anglais et chrétien lui fut donné par l'institutrice pour complaire aux maîtres blancs en Union sud-africaine. Si l'apartheid ne sera institué qu'en 1948, cela

fait longtemps que les blancs esclavagissent les noirs et font régner la ségrégation.

De son vrai nom, son père le nomme Rolihlahla Madina (le nom de son clan) du peuple Xhosa. De souche royale, Rolihlahla, en xhosa, signifie « celui qui crée des problèmes » ! De fait dès 1941, à 23 ans il se fait remarquer lors d'une grève à l'Université de Fort Hare. Devenu avocat, il rejoint des membres du Congrès national africain (ANC) qui vont lui ouvrir de nouveaux horizons, ceux de la lutte politique. Il sait se nourrir de la pensée des autres, laisser mûrir son esprit pour mener un combat ouvert, le plus large possible.

En 1961 il part en formation « politico-militaire » en Chine, en Ethiopie et en Algérie auprès du FLN.

A peine rentré de son périple il est arrêté et lors du fameux procès de Rivonia en avril 1964 il est condamné à la perpétuité au bagne de Robben Island, une île-prison au large de la ville du Cap où il est contraint de casser des cailloux. C'est là qu'il contracte une tuberculose dont les séquelles l'ont suivi jusqu'à la fin de sa vie.

Devenu le prisonnier le plus célèbre du monde, il reçoit le Nobel de la paix en 1993. Puis se retire de la vie publique au début des années 2000.

Il restera parmi les plus grands révolutionnaires de notre temps.

De vous à moi

Travail du Dimanche ?... Plus loin avec l'UMP ! La droite ose toutes les régressions sociales. A l'Assemblée nationale, le groupe UMP a mis en débat une proposition de loi permettant de recourir au travail de nuit dans les zones touristiques. Le texte est cosigné par une belle brochette de réactionnaires : Nathalie Kosciusko-Morizet, Luc Chatel, Frédéric Lefebvre, et Eric Woerth ! Objectif ? Faire exploser par étapes le code du travail, cet empêcheur d'exploiter en rond. Le député centriste Rudy Salles vend la mèche : *Ce serait le premier pas vers une refonte complète du droit du travail. Le débat sur le travail du dimanche et le travail de nuit ne fait que commencer*. Une décision unilatérale de l'employeur pourrait être prise après référendum dans l'entreprise. Pour faire passer la pilule... 30% de plus de rémunération pour ces heures travaillées. Pour l'instant la gauche a rejeté le texte. Pourvu que ça dure.

En bref

Pékin, Tokyo et les Etats-Unis jouent à la guéguerre...

Pour asseoir sa souveraineté sur quelques îlots prometteurs de ressources, la Chine a établi une nouvelle zone de défense aérienne qu'elle entend contrôler. Contestant cette décision en raison du litige historique qui les oppose, deux avions de surveillance américains sont venus soutenir leurs alliés japonais dont dix appareils avaient pénétré dans cet espace aérien. Deux chasseurs chinois ont aussitôt décollé... Des jeux dangereux d'un autre siècle.

Le tortionnaire Aussaresses... disparu à tout jamais.

Il défendait l'usage de la torture durant la guerre d'Algérie dont il se vantait d'avoir fait un usage efficace quand il était responsable des services de renseignement. Il avait vendu son expérience aux généraux chiliens et sur la fin de sa vie trompait son ennui en racontant les méthodes de l'armée française. Il fut condamné en 2004 et exclu de l'ordre de la légion d'honneur par Jacques Chirac. Sa famille le renie, l'armée lui tourne le dos. Sans nos regrets.

Sortons la politique du Moyen-Age !



Plus d'une cinquantaine de femmes politiques ont signé un manifeste pour dénoncer le sexisme en politique.

Elles réclament la fin des « pratiques moyenâgeuses ».

Et d'énumérer : « Exclure les femmes des réunions, faire des bruits d'animaux pendant leurs interventions, sauter leur tour sur la liste quand il faut choisir un chef... ». Comme quoi, il y en a qui n'ont toujours pas accepté la loi sur la parité...

Le gouvernement fait un geste pour les petites pensions.

Combien le geste ? Une cinquantaine d'euros pour les plus de 60 ans et le minimum vieillesse sera revalorisé deux fois en 2014. C'est pour compenser pour les retraites modestes, le report de la revalorisation annuelle de 6 mois. Mais attention sont concernés les retraités précaires et non en situation de handicap précaire. Pas de gaspillage !

Qui veut la peau de la SNCM

La SNCM doit renouveler une partie de sa flotte, 4 ferries. C'est une commande dont les chantiers de Saint-Nazaire aimeraient hériter et pour laquelle les élus du département et singulièrement les élus communistes se battent. Pour autant la SNCM dont l'Etat est actionnaire est sommée de rembourser 440 millions d'aides publiques jugées contraires au droit européen de la concurrence. La Commission, a pris deux décisions : elle a décidé de saisir la justice contre la France qui n'a pas récupéré 220 millions d'aides accordées à la SNCM, et qu'elle considère comme illégales. Et elle a rajouté 220 millions supplémentaires à rembourser. Une décision qui risquerait de mettre la compagnie en faillite !



En Loire-Atlantique

3

Capital contre industrie Arcelor Basse-Indre a de l'avenir



Du 25 novembre dernier, au premier décembre, les communistes, avec le Front de gauche, dans toute la France, entamaient une semaine d'action sur le coût capital.

C'est dans le cadre de cette semaine qui s'est clôt par la marche pour la justice fiscale auxquelles participaient une centaine de militants du département que le 26 novembre dernier, la fédération de Loire-Atlantique et la section de Basse-Loire du PCF recevaient Alain Bocquet, député communiste et rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur la situation et le développement de la sidérurgie et de la métallurgie française et européenne.

A l'occasion de sa venue, le député est allé à la rencontre des syndicalistes de l'usine Arcelor Mittal de Basse-Indre, des élus locaux et de la population lors d'une rencontre publique qui a rassemblé près d'une centaine de personnes. Entretien.

NLA : Pourquoi avoir demandé cette commission d'enquête sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie ?

Alain Bocquet : C'est une demande de longue date, faite depuis 7 ans par le groupe communiste. Une demande que nous avons réitérée 4 fois et qui a été acceptée au moment où le problème de Florange s'est posé.

La sidérurgie est au cœur des enjeux industriels; au croisement des besoins des industries automobile et ferroviaire ; des industries de l'électroménager et alimentaire ; de la construction navale... La question de la sidérurgie française est une question vitale pour l'avenir de notre industrie, nous sommes à 15 tonnes d'acier coulé en France, derrière l'Italie ou encore l'Allemagne. La commission d'enquête a été unanime, au delà des clivages politiques, pour considérer que la France a besoin d'une sidérurgie forte pour assurer la relance industrielle du pays. C'est aussi une exigence en termes d'emploi, la sidérurgie représente plus de 45 000 emplois directs ;

30 000 de plus avec la sous-traitance. De plus, la stratégie suivie en France par les groupes décideurs, au premier rang desquels Mittal n'est que la rentabilité financière à court terme. Le but de cette commission était donc d'interroger, pour proposer de réformer les orientations qui ont mis la sidérurgie au bord du gouffre.

NLA : Après le travail exercé dans le cadre de cette commission d'enquête quel regard portes-tu sur la situation du site Arcelor-Mittal de Basse-Indre ?

AB : Dans le cadre de l'accord du 30 novembre 2012 entre le gouvernement et Mittal, **Basse-Indre a été nettement défavorisé.** Le site se trouve aujourd'hui sous perfusions de Florange. Actuellement il est prévu dans l'accord que le laminage de Basse-Indre soit fermé alors que c'est le cœur même de l'usine, de son activité. La crainte que l'on peut avoir c'est que si l'on ferme le cœur de cette usine, dans la foulée, un démantèlement puisse-t-êtré engagé, il faut le voir avec lucidité. Il faut montrer qu'il y a une **unité de vue nécessaire sur l'avenir de la sidérurgie française** et dans ce cadre, il est clair que le site de Basse-Indre a ses spécificités et son utilité dans ce projet global. D'autant qu'il est très lié à l'avenir et à la situation de l'usine voisine, Krown.

NLA : Que ressort-il de la commission d'enquête et plus singulièrement que proposent les communistes pour «sauver» la sidérurgie ?

AB : Le rapport a ses limites mais il y a 25 propositions qui ont été adoptées à l'unanimité. Le rapport affirme qu'il faut une sidérurgie forte en France, qu'il faut arrêter de supprimer des lieux de production et qu'il faut s'engager dans une reconquête au niveau national et européen. Nous avons l'avantage en France et en Europe d'avoir des aciers de haute qualité, nous avons la technicité, l'inventivité, la chance d'avoir des ingénieurs qui inventent l'acier de demain, nous devons nous appuyer sur l'innovation pour développer une sidérurgie française sophistiquée et conquérante.

Mais, il faut y mettre les moyens, il faut envisager la maîtrise publique pour une part. Mittal a 70% de la sidérurgie française dans ses mains. **Une volonté politique gouvernementale s'impose pour avoir voix au chapitre dans les décisions stratégiques.** La sidérurgie est complètement démantelée depuis 30 ans, il faut des droits de douanes renforcés aux frontières de l'UE pour éviter le dumping de certains pays qui cassent les prix au mépris des règles sociales et environnementales. Mais, il faudrait aussi évoquer le problème de la formation, des conditions de travail à améliorer, des salaires...

Les vétérans communistes en assemblée générale



Les vétérans communistes à Couëron

Les vétérans communistes se sont réunis le mercredi 4 décembre à Couëron. Ils se sont félicités des conditions dans lesquelles les élections municipales ont été abordées en Loire-Atlantique, de la prise en compte du rassemblement le plus large possible et de l'exigence particulière portée sur le contenu des programmes.

Au cours de la réunion les intervenants ont insisté sur le besoin de solidarité face à des tentatives de division à gauche, dans la situation où la droite rêve d'une revanche et où le FN est en embuscade.

Les vétérans insistent sur l'importance du porte à porte. Là où les camarades le font, comme aux Dervallières et sur les marchés, ils reçoivent un très bon accueil. Dans ce contexte de défiance envers la politique, **il est plus qu'urgent de redonner confiance et de rendre les citoyens acteurs de leur avenir.** Le lendemain de leur réunion les vétérans apprenaient le décès de Nelson Mandela. C'est un choc pour nous tous car en chacun d'entre nous il était présent. Nous avons tous participé à la lutte pour sa libération. Il restera pour nous, et nous le pensons pour les générations futures, un exemple d'humanité.

Jacques Rousseau.

Président de l'amicale des vétérans communistes de Loire-Atlantique

Vite lu vite dit

Les 90 ans d'un grand militant



Les communistes ont rendu hommage à Maurice Rocher pour ses 90 ans.

Le camarade Maurice a été secrétaire fédéral de 1964 à 1983, il reste une figure du militantisme et une mémoire vivante du parti communiste en Loire-Atlantique, toujours actif à la section de Saint-Nazaire.

Parti de la Gauche européenne

Le Parti de la gauche européenne qui rassemble des partis progressistes européens dont le parti communiste français tiendra son 4ème congrès à Madrid du 13 au 15 décembre prochain. Les délégués de ses 27 partis membres et 11 partis observateurs évalueront l'évolution et le travail du PGE et définiront les grandes orientations politiques et initiatives majeures du parti pour les années à venir, et choisiront sa nouvelle direction politique, dont le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent a été sollicité pour un second mandat à sa tête.

Mobilisation réussie

A l'appel d'une intersyndicale CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, les salariés du transport routier s'étaient mobilisés à Nantes et dans toute la France pour le financement du Congé de Fin d'Activité (CFA) et ont obtenu la revalorisation de 2 à 2,8% de la cotisation permettant le financement de ce congé.

Fort de ce résultat ils se mobiliseront fin décembre pour leur salaire.

Le bonnet dans les chaussettes

Qu'ils soient bleus ou rouges, les bonnets n'ont pas le moral en Loire-Atlantique.

Ils étaient six à l'appel des bonnets bleus à la Beaujoire le 30 novembre dernier. « On a le droit de rêver » disait le porte parole du collectif, espérant une mobilisation à l'image de celles, plus virtuelles, sur Facebook. Et pourquoi un bonnet bleu, pour faire beau, à Paris, pour une éventuelle mobilisation de bonnets bleus, blancs et rouges...

Quand aux bonnets rouges ils n'étaient qu'une quarantaine à Nantes le 1 décembre dernier. Pas très mobilisateur et un brun poujadiste à en juger par leur écrit sur Facebook !

Faire de la commune un point d'appui solidaire : il nous faut nous battre pour des communes qui choisissent l'humain, la solidarité et la démocratie.

Se battre pour des communes libres de porter avec les citoyens des priorités, des ambitions pour leurs territoires : priorité à la jeunesse, à l'emploi, à la lutte contre la ségrégation sociale et géographique.



Faire le pari de l'intervention citoyenne.

Faire en sorte que les communes n'opposent pas écologie et réponses aux besoins.

« ...La critique du gouvernement aussi justifiée soit-elle, ne suffira pas à porter un espoir. C'est pourquoi, il faut attacher autant d'importance à ce que le rassemblement aux municipales se construise non seulement autour de postures au sujet des rassemblements, mais sur des projets municipaux, porteurs d'une ambition collective avec toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche de solidarité, de développement partagé et de démocratie... » Pierre LAURENT, lors des rencontres nationales de l'ANECR.



Cap à gauche dans nos communes ! 4

Saint-Nazaire

Depuis plus d'un an, les communistes nazairiens ont exploré toutes les pistes de rassemblement à gauche sur la base d'un contenu social, écologique, démocratique pour leur ville.



Les conditions d'une construction crédible à l'initiative du Front de Gauche n'ont pu être réunies. Nous le regrettons.

Le choix retenu par les communistes du rassemblement avec le PS, EELV, le PRG portait sur des engagements clairs à gauche : pas d'augmentation des impôts et gratuité du Temps Péri-Educatif (T.P.E) pendant les 6 ans à venir, tarification des services revisitée et étude de tarifications sociales, poursuite de la politique volontariste sur le logement, investissement dans les politiques humaines (jeunesse, éducation, santé).

La gratuité des transports collectifs urbains, la création des conditions d'intervention des habitants et salariés dans les choix politiques pour leur ville, sont des combats que les communistes avec leurs élus continueront à porter durant le prochain municipal pour les rendre incontournables.

Yvon RENEVOT

Saint Joachim

Les prochaines municipales représentent pour nous communistes un enjeu local important, encore plus dans le contexte national actuel. Il doit permettre l'élection de majorités de gauche



capables de mettre en place des politiques innovantes et utiles à nos concitoyen(ne)s. A Saint Joachim, nous avons décidé de renouer avec le dynamisme avec la construction d'une liste rassemblant largement

la gauche dans le respect des diversités. Depuis avril, nous avons engagé un travail de concertation pour élaborer un projet municipal répondant aux attentes des Briérons. Une réelle démocratie participative, des tarifs sociaux permettant une égalité d'accès aux diverses activités, une politique de la jeunesse ambitieuse, une intercommunalité solidaire sont quelques uns des axes choisis. Développer le vivre ensemble, mettre en œuvre une gestion municipale pour combattre les effets de la crise, voilà notre enjeu principal pour mars 2014.

Véronique MAHE



En campagne pour répondre aux besoins quotidiens de la population !

Blain

Un large rassemblement à gauche peut être construit autour d'engagements et de projets, sur la base de valeurs partagées. La commune de Blain est depuis 6 ans maintenant administrée par une majorité de gauche ou toutes les sensibilités sont représentées. Le débat, l'écoute et le respect ont fondé notre approche : nous sommes devenus par nos actions et nos contacts au quotidien avec les Blinois(e)s une alternative au sein de la gauche. Prendre aujourd'hui la



tête de cette majorité, c'est se permettre d'encore mieux faire face à la crise et à l'austérité. Nous avons engagé depuis quelques mois des réunions, rencontres et ateliers nous permettant de définir nos futures orientations. Les projets que nous porterons seront toujours définis pour satisfaire les besoins de nos concitoyens, particulièrement les plus fragilisés.

Stéphane GUIET

Trignac

Rassembler bien à gauche sur un programme partagé.

Les Communistes ont souhaité que je puisse poursuivre mon engagement comme maire en rassemblant à gauche.

A Trignac, le PS a désigné Monsieur C Aufort Conseiller municipal chef de file. Monsieur D Pelon, élu UMP, a annoncé une liste « sans étiquette » qui pourrait bien capter les voix qui s'étaient portées sur le FN à la présidentielle 2012.

Comme pour mes prédécesseurs il est toujours indispensable de placer l'égalité, la justice et la démocratie au cœur des enjeux.

Trignac se doit d'accompagner chaque habitant tout au long de sa vie en mobilisant infrastructures, équipements et services publics.

Les maires jouent les « amortisseurs » de la crise, alors que la population augmente. L'Etat réduit, depuis 3 ans, ses dotations de 100 000€ chaque année soit 3 milliards d'€ en moins pour les deux ans à venir en France.

L'Etat austéritaire, c'est pour les communes comme pour « l'Avare » de Molière « faire bonne chère avec peu d'argent »

Notre programme ne cautionnera ce qui s'oppose aux valeurs de gauche et républicaines. Nous invitons les trignacaises et trignacais à le co-construire et à le faire connaître. Faisons confiance à l'humain d'abord.

Sabine MAHE

Nantes

Au terme de semaines de débats et d'échanges pour construire les 70 propositions pour un nouveau cap à gauche pour Nantes que nous mettons aujourd'hui en débat dans les quartiers ; les communistes nantais ont fait le choix du rassemblement des forces de gauche à Nantes aux côtés de Johanna Rolland. Ils l'ont fait pour barrer la route aux ambitions de la droite et du FN ; pour mettre en œuvre des solidarités nouvelles dans une majorité clairement ancrée à gauche ; pour garantir des élu-e-s communistes en plus grand nombre au conseil municipal. Ces élu-e-s continueront de s'exprimer librement et de faire vivre les 70 propositions mis à la disposition des Nantaises et des Nantais. Ils appellent l'ensemble des forces de gauche et plus particulièrement leurs partenaires du Front de Gauche et d'Europe Ecologie les Verts au rassemblement le plus large possible à gauche dont notre peuple a besoin dans cette période de crise économique, sociale et politique. Ils poursuivent le débat avec les nantaises et les nantais pour construire les politiques publiques municipales répondant à leurs attentes.



Aymeric SEASSAU et Marie Annick BENATRE

Saint-Herblain

Saint-Herblain a changé avec le pôle Atlantis-Zénith, les rénovations du Sillon ou Bellevue, 2 nouveaux quartiers et des services rénovés.

Aujourd'hui nous proposons :

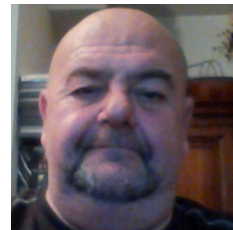
- de réfléchir aux zones d'emploi,
- créer des logements en tenant compte du tissu urbain et en combattant les spéculations,
- prolonger dans les domaines de l'enfance de la jeunesse et des plus anciens ;
- réaffirmer les droits à créer et travailler, à établir un projet de vie, à se soigner et se loger,
- être solidaires de toutes celles et tous ceux qui luttent pour la dignité

OUI avec un jeu collectif le PCF peut peser !!!

Jean-Pierre FROMONTEIL



Rezé, Bouguenais...



Lors des scrutins internes les communistes de la section de Rezé sud Loire ont fait le choix de poursuivre leur participation à la gestion dans les municipalités dans lesquelles ils étaient présents sur les listes majoritaires. Ce choix s'impose maintenant à tous, c'est cela la démocratie. Maintenant ce sont les négociations avec le Parti Socialiste qui se tiennent, sur la place des candidats

communistes et leurs responsabilités, bien sûr, mais aussi sur le contenu des programmes. Ce sera ensuite une nouvelle étape de démocratie interne qui aura lieu : le choix des candidats.

Stéphane GUILLOU

Vertou

« POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE A VERTOU – L'HUMAIN D'ABORD ! » liste à l'initiative du FRONT DE GAUCHE, conduite par Michel GOUTY, largement ouverte aux syndicalistes, associatifs, citoyens, attachés aux valeurs de gauche, pour :

- BATTRE la droite.
- RESISTER à la politique d'austérité du gouvernement PS-EELV.
- CONQUERIR par des propositions ambitieuses : services publics de proximité, maisons de santé, crèches familiale et collective, municipalisation école de musique, réouverture du camping municipal...
- MOBILISER les habitants et les impliquer (conseils de quartiers, budget participatif).

Michel Gouty



Canton de la Chapelle-sur-Erdre

Les militants Communistes Front de Gauche du canton se sont positionnés en faveur d'une intégration des listes de rassemblement à gauche dans les communes de La Chapelle-sur-Erdre, Treillières, Grandchamp-des-Fontaines et Sucé-sur-Erdre. Ils entendent porter le programme du Front de Gauche dans les instances municipales et lutter contre les inégalités et l'austérité, en privilégiant l'humain d'abord, le partage, la solidarité, la démocratie ; l'égalité des territoires urbains et ruraux.

Les communistes du canton



Abrogez la circulaire Alliot-Marie !

Février 2010, Alliot-Marie, alors Garde des Sceaux, demandait aux Parquets d'engager des poursuites contre les personnes appelant à des actions de boycott de produits israéliens, assimilant ces actions à de la provocation à la discrimination ou à la haine raciale. Cette circulaire scélérate vise à museler des actions non violentes contre l'impunité d'Israël, qui viole en permanence le droit. Une pétition adressée à l'actuelle Ministre de la Justice, demande son abrogation.



Vertou : 1031 pour la poste

Le 2 décembre, une vingtaine d'usagers se sont rassemblés à l'appel du Comité pour la défense et le développement du Bureau de Poste de Beautour. Ils y ont manifesté leur refus de sa fermeture le lundi après-midi, et obtenu une rencontre avec la Direction Départementale le vendredi.

Accompagnés d'un délégué syndical, ils y ont déposé 1031 signatures exigeant le maintien d'ouverture. Ils ont développé leurs arguments pour développer le bureau de poste de Beautour, dans un quartier en forte expansion démographique.

Le social au cœur

5

Non à l'ouverture des magasins le dimanche !

Rapport Bailly : tour de passe et enfumage. Alors que dans sa lettre de mission « le gouvernement refuse toute approche de banalisation du travail du dimanche. L'interdiction devant demeurer la règle générale, pour préserver notre vie sociale, qui ne peut se résumer à l'acte de consommation », JP Bailly préconise tout le contraire. Dans un 1er temps, il souhaite l'ouverture des magasins de bricolage tous les dimanches par « équité » avec ceux d'ameublement. Puis l'interdiction pour tous ces magasins à partir du 15 juillet 2015... Comment croire que ces grands patrons qui, aujourd'hui, enfreignent impunément la loi, ne le feront plus en juillet 2015 ? Qu'ils acceptent de fermer le dimanche à partir de juillet 2015, après qu'on le leur ait accordé pendant 18 mois ? Il recommande aussi l'autorisation d'ouverture de tous les magasins 12 dimanches par an contre 5 aujourd'hui. Concernant les périmètres de consommations exceptionnelles et Zones Touristiques, il préconise leur remise à plat pour des négociations territoriales sur les règles, contours et contreparties pour les salariés, selon des critères objectifs... non révélés. Les majorations de salaire ne s'appliqueraient pas aux petites entreprises, ni au-delà de 11 salariés par voix d'accord. Ce rapport est un plaidoyer pour la cause des patrons !

Il pousse à banaliser le travail du dimanche. A terme les contreparties n'auraient plus lieu d'être, et toutes les professions seraient touchées. En Loire Atlantique,



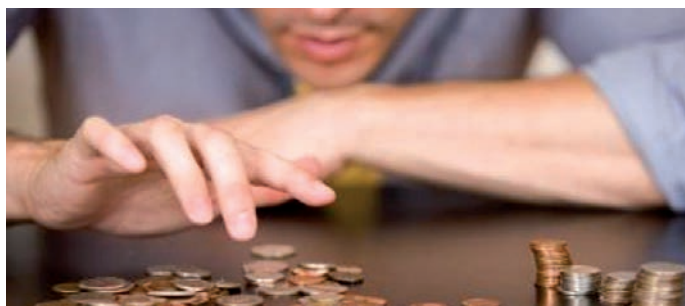
l'UD CGT et l'organisation de consommateurs INDECOSA publient un très bon argumentaire démontrant en 10 questions/réponses, le non-sens pour toutes et tous d'accepter d'assouplir la loi sur le travail du dimanche. Et l'unité syndicale semble pouvoir se faire ! Comme à Saint Nazaire où l'intersyndicale CFDT/CFTC/CGT//FO/FSU/SOLIDAIRES/UNSA conviait la presse le 11 décembre sur ce dossier.

La loi prévue courant 2014, ne doit pas entériner les recommandations de Bailly ! Le gouvernement doit plutôt s'inspirer du projet de loi adopté par le Sénat de Gauche le 9 décembre 2011, à l'initiative d'Annie DAVID, Sénatrice CRC, qui renforce les droits des salariés. Cette loi, qui reste à passer à l'assemblée, prévoit que tout salarié travaillant le dimanche bénéficie d'un repos compensateur et d'une rémunération doublée, et que l'employeur propose chaque année à tout salarié travaillant le dimanche une priorité pour occuper ou reprendre un emploi équivalent sans travail du dimanche. Elle prévoit aussi que plus aucun nouveau périmètre exceptionnel ne puisse être délimité, pour empêcher l'extension continue des zones de travail le dimanche. Ainsi, les sénateurs communistes et républicains soulignent les contradictions du rapport Bailly, entre maintien du droit au repos dominical et une soi-disant nécessité d'ouvrir les magasins le dimanche.

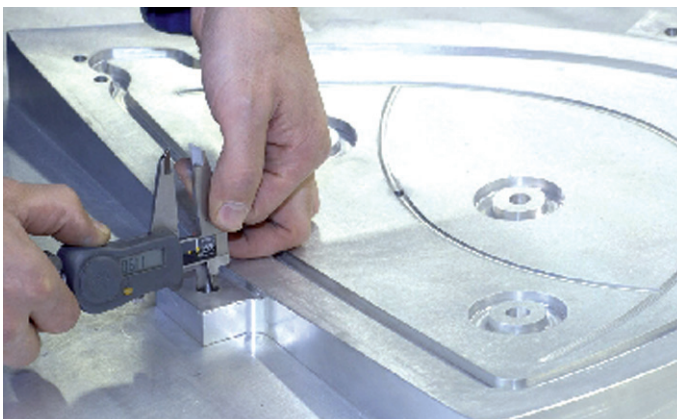
Nécessité pour qui ? Les clients ou les actionnaires ? Le Credoc a démontré en 2008 que ce sont les consommateurs les moins contraints au niveau du temps qui fréquentent le plus les magasins le dimanche. Enquêtez autour de vous : combien de gens sont bloqués de 9h à 19h, 6 jours sur 7, pour n'avoir d'autre possibilité de dépenser que le dimanche ? Et comme le disait Krasucki « Qu'est-ce que c'est que cette société, où l'on n'aurait rien de plus intéressant à faire le dimanche que d'aller dans les magasins ? ». Partout où nous sommes la bataille est engagée : en tant que salarié-e, en tant que consommateur : refusons collectivement de travailler le dimanche ! Boycottons individuellement les magasins le dimanche.

Augmentez le point d'indice !

Après avoir gagné sur le jour de carence, gagnons l'augmentation du point d'indice ! C'est en résumé, l'objet de l'action unitaire lancée par CGT, CFDT, CFTC, CGC, FA/FPT, FSU, Solidaires et UNSA, qui exigent une autre politique salariale dans la Fonction publique, et ont lancé une semaine d'actions du 9 au 13 décembre. En effet, depuis le 1^{er} juillet 2010, la valeur du point d'indice est gelée et la reconduction de ce gel est annoncée pour 2014 ! Cela conduit à une perte considérable de pouvoir d'achat pour tous les personnels. La dépréciation des carrières et le tassement des grilles ont atteint des niveaux insupportables, mis en évidence par l'INSEE. Les bas salaires se multiplient, près d'un agent sur 5 touche une rémunération proche du SMIC et les déroulements de carrière sont souvent inexistant. Il faut des mesures salariales d'ampleur pour 2014 : augmenter la valeur du point d'indice, pour assurer la progression du pouvoir d'achat des actifs et des retraités, une meilleure reconnaissance des compétences et qualifications, et un déroulement réel des carrières. Ainsi les 8 syndicats appellent les agents des trois Fonctions publiques à organiser toute forme d'action locale pour sensibiliser l'opinion publique et alerter les responsables publics.



Victime de la sous traitance ?



178 salariés, 40 intérimaires, un carnet de commandes dans l'aéronautique plein, et... en sursis ! Le groupe Jallais à Sainte Luce est en redressement judiciaire, et se débat dans de graves difficultés financières.

Pourtant positionné sur un secteur plus que florissant en ce moment, ce fabricant de pièces et outillage pour l'aéronautique, semble victime de prix négociés trop bas avec ses principaux clients (dont Airbus). Sont pointés également des difficultés de management de l'encadrement supérieur.

L'entreprise familiale, créée en 1878 à Nantes, avait pourtant réussi sa conversion du secteur charpente de bâtiment à celui de l'aéro. Une de ses filiales à Malville vient d'être reprise par le groupe Daher, et Jallais intéresserait aussi des repreneurs, qui ont jusqu'au 31 décembre pour se faire connaître. Un représentant FO confirme qu'ils seraient plusieurs, mais ignore qui et combien. Souhaitons que ceux-ci pérennisent l'outil de travail et les emplois.

En bref

REVES D'OR



Le MRAP et le Cinéma Concorde s'associent pour une projection du film Rêves d'Or, suivie d'un débat : « Les migrations, quelles réalités ? ». Mercredi 18 décembre à 20h45 au Cinéma « Le Concorde » 79, boulevard de l'Egalité 44100 Nantes

Fond d'aide alimentaire européen

Le 2 décembre, Patrick Le Hyaric déclarait : Après des mois d'actions avec les associations d'aide humanitaire, avec d'autres parlementaires des forces progressistes et écologistes, nous sommes en passe d'obtenir un accord européen pour la mise en place d'un nouveau fond européen d'aide aux plus démunis. Il s'agit là d'une grande victoire. D'autre part, comme nous n'avons cessé de le demander ce fond sera doté d'une somme équivalente au précédent fond soit 3,5 milliards d'euros pour 7 ans (2014 à 2020). Et il sera actif dès le 1^{er} janvier 2014 !

Para Bellum ?



Le Mouvement de la Paix a interpellé les parlementaires sur le projet de loi de programmation militaire 2014-2019. Traduction au plan budgétaire du Livre Blanc de la Défense, il ne prévoit que des réponses militaires sans aucune initiative pour la paix et sans propositions pour s'attaquer aux défis du XXI^{ème} siècle auxquels est confrontée l'humanité.

76 %

des Français estiment certaine ou probable une explosion sociale dans les prochains mois.

Source : Ifop

La lune avec « les yeux du XXIe siècle » avant la fin de l'année ?

La République Populaire de Chine vient de lancer vers la lune une sonde Chang'e-3, de 3,7t. C'est un énorme véhicule, qui préfigure le prototype d'un futur engin qui pourrait accueillir un équipage humain. Il comprend un atterrisseur et un engin tout terrain destiné à rouler sur la surface lunaire. Yutu (lapin de jade) doit explorer le golfe des Iris, situé à plus de 1000 Km des sites d'Apollo. Cela fait plusieurs dizaines d'années que les terriens se désintéressent de l'astre le plus proche de notre planète. Le record de distance parcouru au sol (42 Km) est toujours détenu par Lunokhod 2 envoyé par l'URSS en 1973. Depuis, la qualité des images est sans commune mesure avec celles pixélisées en noir et blanc, la révolution de l'informatique numérique peut en quelques secondes et quelques clics donner à voir à toute la planète, la lune avec les yeux du XXIe siècle. « Vous êtes passés sur la Lune, nous allons y rester ! ». Tout un programme...



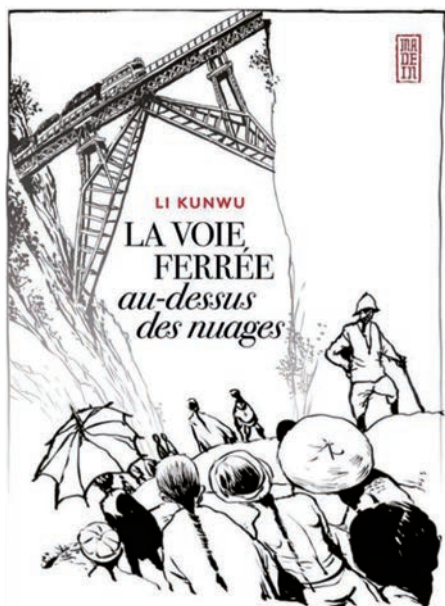
Culture, idées

6

Une voie chinoise de la BD

Li Kunwu est un jeune auteur de près de 60 ans surtout connu en France pour sa trilogie autobiographique, *Une vie chinoise*. Enfant il dessinait partout, même sur le sol. Etant de la génération de la révolution culturelle (1966), il n'a pas fait d'école des beaux-arts. On lui a appris à toujours respecter le parti, même quand son père est envoyé en camp de rééducation. Autodidacte il entre au département de la propagande sur la fin de règne de Mao (1976). Il a survécu à l'histoire chaotique de la Chine. Pendant trente ans, il fait de l'illustration de presse, des caricatures... Dans son pays il a publié plus de trente livres éducatifs. Il est resté membre du parti, qui n'a plus beaucoup à voir avec ce qu'il était il y a 50 ans...

Aujourd'hui ce qui le préoccupe, ce sont les ponts « imaginaires »... C'est que Li Kunwu se pense comme un pont lui-même, entre l'Orient et l'Occident.



En moins d'une dizaine d'années, il a découvert les codes de la BD à l'occidentale, en 2003 à Angoulême. En Chine, ce sont surtout les mangas japonais qui sont répandus, notamment auprès des jeunes. Les « vieux » eux, n'ont pas la culture BD. Ce sont des dessinateurs de manhua (BD traditionnelle, proche de l'illustration avec un seul dessin par planche). A l'inverse, les nouveaux auteurs chinois, qui connaissent la technique occidentale, n'ont pas grand-chose à raconter. Li, se sent à la croisée de l'Histoire. Il a appris à maîtriser les codes de la BD occidentale. Il en a adopté la narration plus proche du cinéma, le découpage qui permet de mieux entrer dans l'histoire et de mettre plus de sentiments. *La voie ferrée au-dessus des nuages* est sa 5^{ème} BD publiée en France. Elle raconte la construction, il y a un siècle d'une ligne de chemin de fer, prétexte à un voyage entre la Chine traditionnelle et un pays devenu ultramoderne. Face à un public de moins en moins curieux de sa culture, Li veut être un autre pont entre les générations.

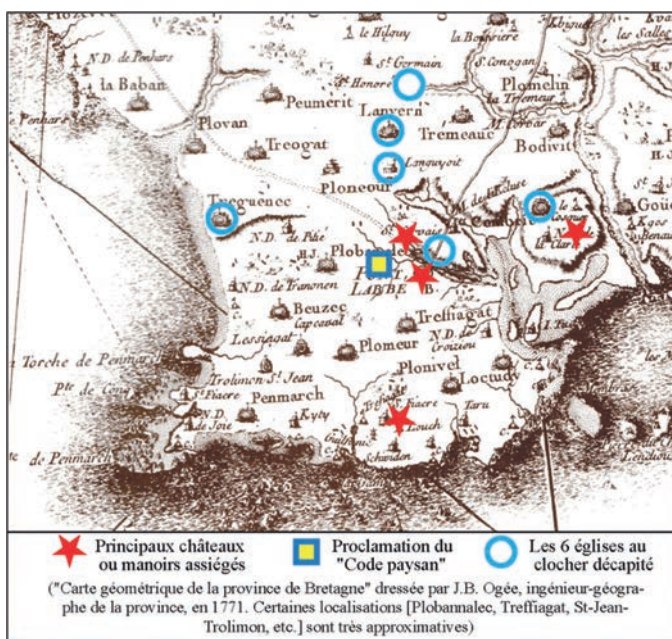
Editions Kana 216 pages - 15€

1675 La révolte du papier timbré, racines de la Révolution française!

L'origine de la révolte, ce sont les conséquences financières de la guerre de Hollande (1672 à 1678) sous le règne de Louis XIV. Qu'importe ici, les enjeux de la guerre. Ce sont les conséquences qui comptent.

Il faut entretenir 280 000 soldats, plus une flotte pour assurer la défense des côtes françaises. Tout cela va vider les caisses royales. Aussi, Colbert envisage de passer outre l'autonomie relative de la province bretonne, consacrée par le traité de 1532.

Sans attendre le consentement de l'assemblée des Etats, il impose en trois ans, pas moins de vingt édits au parlement de Bretagne. Or, la province connaît, pour la première fois depuis près d'un siècle, de sérieuses difficultés économiques et les charges qui s'accumulent pèsent sur des populations écrasées par la misère, notamment les paysans. Ils croulent déjà sous le poids des versements aux seigneurs locaux et les taxes royales qui s'ajoutent donnent une impression d'accablant fiscal. Après Bordeaux, puis Nantes en avril 1675, la révolte éclate le 2 juillet à Rennes. Les révoltés saccagent les bureaux du tabac et du papier timbré et lapident la résidence du gouverneur de Bretagne. Le mouvement gagne ensuite la campagne de Basse-Bretagne. Il prend de l'ampleur et un caractère plus nettement antiféodal. Après avoir pillé les bureaux de vente, les paysans s'attaquent aux châteaux, où ils dérobent et brûlent les droits et privilèges seigneuriaux. A Pont-L'abbé, les Carmes, grand propriétaire foncier, doivent sous la menace renoncer par écrit aux corvées imposées à leurs métayers. Les révoltés s'organisent, ils rédi-



gent des codes, ancêtres des cahiers de doléances de 1788, élection de députés dotés d'une chemise et d'un bonnet rouge. Dangereuse répétition générale, plus d'un siècle avant la grande plume de 89. Si le mouvement a pu durer quatre mois, c'est parce que la guerre de Hollande continue. Mais dès Septembre, 6000 soldats investissent la Basse-Bretagne à l'appel du duc de Chaulnes et la répression commence : exécutions sommaires, exécutions publiques, et des condamnations aux galères. Les six clochers bigoudens, coupables d'avoir sonné le tocsin de la révolte des paroisses rebelles sont décapités.

Ce mouvement historique qui remet en cause dans ses fondements la société féodale et

ses privilèges est tout à fait exceptionnel. La révolte visait tous ceux qui de près ou de loin, étaient perçus comme des exploités : seigneurs, agents du fisc, clergé même. Mais elle ne s'en prend jamais au roi, supposé ignorer les abus que connaît son royaume. (La République est encore loin...). Elle reste unique à l'échelle du royaume de France. Cette révolte, opposait des paysans bretons à leurs exploités bretons. Une vraie « lutte de classe », avant même que Marx la conceptualise. C'est tout l'inverse qui vient de se passer. Le collectif « bonnets rouges » a manœuvré avec la complicité des médias pour détourner la légitime colère des victimes (agriculteurs, éleveurs, salariés des industries agro-alimentaires) contre Paris. Alors qu'une part essentielle de responsabilité incombe à des chefs d'entreprises et des syndicats agricoles productivistes qui ont tiré jusqu'au bout sur les ficelles d'un modèle économique daté, soutenu par les subventions européennes.

« Après le droit de vote, donnez-leur le droit de maîtriser leur fécondité. »

Pourquoi la France est restée un pays à la traîne pour les droits des femmes ? Le droit de vote ne leur fut donné qu'au terme de la seconde guerre mondiale. Quinze ans après la Libération, il n'y avait pas dix femmes députées. Ce n'est qu'au début des années soixante qu'une femme eut le droit d'ouvrir un compte en banque, sans l'autorisation préalable de son mari ! Vieille terre catholique, où règne le patriarcat, la loi répressive de 1920 prévoyait de lourdes peines contre ceux qui favorisaient la propagande et l'utilisation des moyens de contraception et la peine de mort pour un avortement. Ce sont les femmes militantes de l'association du planning familial et quelques médecins qui s'activent pour répondre à la détresse quotidienne de couples, détruits par les grossesses répétées, l'arrivée d'un enfant non désiré, un avortement clandestin. Il faut attendre la première campagne présidentielle au suffrage universel de 1965, pour envisager de dépénaliser la contraception. Ayant appris que le candidat de la gauche unie, Mitterrand allait inclure cet objectif dans son programme, le député gaulliste Lucien Neuwirth dépose une proposition de loi et crée une commission pour l'étudier. Il est la cible d'attaques multiples. Les lettres anonymes injurieuses, les menaces, l'exclusion de sa fille de 13 ans d'une institution religieuse de Saint-Etienne, les critiques de ses propres amis politiques se succèdent. Il s'obstine et va voir de Gaulle : « Vous avez donné le droit de vote aux femmes. Donnez-leur maintenant le droit de maîtriser



leur fécondité ». Les obstacles furent nombreux, politiques et religieux. Promulguée le 28 décembre 1967, il fallut attendre les décrets d'application jusqu'en 1972. « Le père de la pilule » est décédé le 26 novembre dernier. Ce fut l'occasion de lui rendre hommage. Mais aujourd'hui encore, la contraception peut-être remise en cause et régresser. Chaque année 11000 jeunes filles de moins de 17 ans avortent d'une grossesse non désirée.

Le courrier des maires a dressé un bilan récent de l'accueil des petits enfants, compétence phare des communes. **Ainsi 52,2 % des enfants de moins de 3 ans bénéficiaient d'une place d'accueil en 2011**, selon un rapport de la Cour des comptes, présenté le 28 novembre. Un chiffre en hausse notable par rapport à 2006 où 47,7 % d'enfants avaient une place. Le coût global pour les finances publiques de cet accueil est estimé, en 2011, à 13,95 milliards d'euros, répartis entre la branche famille de la sécurité sociale (73 %), les collectivités territoriales (17 %) et l'Etat (10 %),

La filière des transports reste dynamique grâce à un engagement continu des collectivités. Mais **l'horizon s'assombrit en raison d'inquiétudes sur les financements, dues à la suspension de l'écotaxe et à la hausse possible de la TVA de 7 à 10 % pour les transports**. C'est ce qu'ont exprimé, en substance, les élus lors de l'inauguration du congrès des transports publics, qui s'est tenu à Bordeaux du 27 au 29 novembre.

Au cœur des collectivités

7

Débat d'Orientation Budgétaire - Région Pays de la Loire - Philippe Denis - Conseiller Régional -

Lors du récent débat d'orientation budgétaire de la Région Pays de la Loire, les élus communistes ont pu exprimer leur point de vue, réaffirmer leur combat pour la justice fiscale et l'investissement au service des citoyens et de leur territoire.

souligné une fois de plus le travail des services et de la majorité qui dote la Région d'un budget contraint mais sain, et permet de concrétiser nos ambitions au service des Ligériens » réaffirmait l'élu.

Revenant sur l'héritage Sarkozy dans le domaine de la fiscalité avec la suppression de la taxe professionnelle au profit de dispositifs où les grands groupes y gagnent, et les ménages compensent, les élus ont pointé la « déconnexion » de ces recettes (CVAE, IFEER) avec les compétences régionales. **Ils ont également condamné le désengagement de l'Etat envers les collectivités amorcé par la droite et prolongé par le gouvernement Ayrault.**



Dans ce cadre, le maintien d'un haut niveau d'investissement est à saluer, comme bénéfique pour l'emploi et la qualité du service public régional, et aussi, comme générant des recettes par compensation de TVA, et remboursement d'avances, faites aux entreprises pour investir.

Cela, avec une capacité de désendettement portée à 4,4 années fin 2014, ce qui reste un très bon ratio. **Les communistes ont également souligné leur**

soutien aux priorités exposées lors de débat : Priorité à la jeunesse, au travers des divers dispositifs, développement du ferroviaire (13 nouvelles dessertes et 2014 : aboutissement de la réouverture de Nantes-Châteaubriant !), nouveaux investissements dans l'éducation et la formation, notamment en faveur des privés d'emploi, accompagnement de l'économie de proximité, et des activités industrielles ...

Le groupe des élus communistes trouve ainsi chaque jour un peu plus matière à poursuivre son rôle propositionnel et constructif, notamment en contribuant à ce que toutes les mesures à venir portent l'empreinte de la solidarité et du progrès social.

Par la voix de leur porte parole P. Denis les élus communistes ont rappelé les résultats des mesures d'austérité mises en place de façon coordonnée dans la zone euro : croissance en berne, taux de chômage qui grimpe, baisse des investissements et de la consommation...

« Dans ce cadre, le recentrage sur les domaines de compétence du conseil régional, prend force de priorités : formation professionnelle et apprentissage, enseignement, développement économique, transport, aménagement du territoire, devront concentrer l'essentiel des efforts. A cet égard, a été

Alcatel-Lucent Orvault doit vivre ! Couëron

Lors du dernier conseil municipal couëronnais le groupe des élus communistes et républicains s'est félicité de la prise de position du conseil municipal concernant l'avenir industriel du site d'alcatel orvault.



Cette position municipale a été adoptée alors que l'indignation exprimée par les élus locaux ne cesse de croître.

« Dans ce dossier comme dans trop d'autres nous constatons l'application absurde d'une logique purement comptable qui ne vise qu'à produire des résultats faisant plaisir aux créanciers et aux actionnaires. Le poids de la finance se ressent pour Alcatel comme dans les cas d'Arcelor-Mittal, Waterman, Alu Marine ou encore aux Chantiers de l'Atlantique où les intérêts de court terme pèsent sur l'avenir industriel de grands bassins d'emplois et donc sur l'avenir des salariés » déclarait l'adjoint au maire D. Sanz.

Les élus communistes ont rappelé leur combat pour un moratoire suspensif immédiat des licenciements ainsi que celui pour une loi interdisant les licenciements boursiers et permettant l'implication toujours plus grande des salariés et le démarrage d'une politique de relance industrielle et sociale massive reposant sur un pôle public bancaire et l'augmentation des salaires.

30 propositions pour les Herblinois Saint Herblain

Dans le cadre de la campagne pour les municipales de 2014 à Saint-Herblain, les communistes avec leurs élus ont travaillé un document portant des propositions fortes pour l'avenir de la commune et de ses habitants.

A Saint-Herblain comme partout ailleurs en France, la crise continue de s'accroître et touche chaque jour un nombre toujours plus grand d'habitants. Le constat est sans appel et la hausse des demandeurs d'emploi, comme l'augmentation des bénéficiaires de minimas sociaux et les alertes des associations caritatives font des échéances à venir un moment clef pour gagner des points d'appui pour de nouvelles conquêtes de progrès au service de chacun. **C'est ainsi autour de trente propositions, ouvertes à débat et enrichissement qu'est axé le projet des communistes herblinois Celui-ci fait des questions de services publics, d'emploi, de développement économique, d'aménagement du territoire et du développement de nouvelles solidarités ses grandes priorités.**

Cela passe par le travail de fond autour des filières d'avenir, la recherche et l'innovation et le renforcement de l'attractivité économique du territoire. Autre enjeu majeur du prochain mandat la question de l'urbanisme où les communistes réaffirment leur « souhait de préserver les zones pavillonnaires et développer l'habitat social en veillant à la mixité des densités urbaines ». Ils réaffirment enfin leur volonté de voir se développer l'offre de réseau de transport de manière équilibrée sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, avec la mise en œuvre d'un nouveau pôle multi modal d'échange à la gare de Saint-Herblain.



Près de vous

Fiscalité - Courrier des conseillers généraux au président de la République.



Dans un récent courrier au Président de la République,

les conseillers généraux communistes, front de gauche, républicains et écologistes ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'avenir des départements et on voulu « contribuer au débat pour une réforme fiscale d'ensemble, placée sous le sceau de la justice sociale. **Cette réforme doit combattre pour les élus les inégalités, la croissance spéculative et les délocalisations. Elle doit également encourager les comportements favorables à l'emploi et à la création de richesses réelles.** Dans son volet local, il est urgent de redonner aux collectivités les capacités de mener des politiques publiques utiles aux habitants et à notre économie ».

« Alors que les gouvernements de droite ont gravement mis à mal les budgets locaux en supprimant notamment la taxe professionnelle, retrouver un levier fiscal s'impose pour financer nos missions publiques, à la fois contraintes et volontaristes. Les départements doivent bénéficier d'un nouvel impôt économique territorial, recréant un lien entre l'activité économique et les territoires reposant sur une assiette élargie, incitative à l'emploi taxant les actifs financiers et les équipements ont répété les élus dans ce courrier ». Plus d'informations sur elunet.org

Fiscalité toujours... - Intervention des députés communistes

Pour Jean-Jacques Candelier, député communiste « La hausse de la TVA au 1er janvier se soldera par une facture de 6 milliards d'euros, principalement à la charge des foyers modestes. Les ménages vont financer un cadeau fiscal de 20 milliards sur l'impôt sur les sociétés. Vous annoncez des coupes de 15 milliards par an dans les dépenses publiques jusqu'en 2017. On le sait aujourd'hui, un euro de dépenses publiques en moins c'est un euro de PIB en moins. L'austérité ne permet pas de redresser les comptes. **Malgré les injonctions de la Commission européenne, vous (le gouvernement) continuez de défendre votre politique de l'offre avec toujours plus d'argent pour les entreprises, y compris celles qui saccagent l'emploi, et toujours moins d'argent pour les services publics et les ménages** ». Pour retrouver l'intégralité de la déclaration du député, rendez-vous sur <http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr/>

Ouvrons-là

18^{ème} FMJE : A Quito, les jeunes communistes représenteront l'espoir de la jeunesse de France !

Par Adrien Héлары



En décembre 2013 se tiendra, à Quito en Equateur le 18^{ème} festival mondial de la jeunesse et des étudiants événement de référence de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD). Plus grand événement planétaire dédiée à la jeunesse, le MJCF est considéré comme l'organisation de référence pour y conduire la délégation française. Dans notre mouvement le Festival est très attendu par nombre de camarades car ce festival constitue un véritable fourmillement d'initiatives, de débats de problématiques. Les jeunes communistes ont organisé, et continuent d'organiser, partout en France des dizaines d'événements pour leur semaine nationale de préparation du Festival. Cette semaine de la solidarité internationale a vu se tenir des projections de films, des débats, des lâchers de ballons, des rassemblements publics, des formations politiques, des grands repas mélangeant les générations..... Nous avons rassemblé des milliers de jeunes qui ont montré que notre jeunesse vit avec, chevillée au corps, la lutte pour la paix, pour l'émancipation des peuples, pour l'autodétermination, que notre jeunesse refuse l'impérialisme, la guerre, le racisme, et le néo-colonialisme. Ce festival résonnera de la jeunesse en lutte pour une éducation publique en Amérique latine, de la jeunesse révolutionnaire issue d'Afrique du Nord, de la jeunesse en lutte contre l'austérité en Europe, de la jeunesse en lutte contre la corruption et pour le développement en Afrique subsaharienne et en Asie. **Toutes ces jeunesse qui font le monde crient haut et fort pour un monde de paix, de solidarité et de justice.**



En bref

Campagne Coût du capital

Le Parti communiste français avec le Front de gauche sont engagés dans une grande campagne sur le coût du capital. L'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics sont sacrifiés au profit des dividendes versés aux actionnaires et aux intérêts bancaires et financiers payés par les entreprises aux banques. L'argent existe pour financer les besoins humains et sociaux, il faut le rendre utile. Après la semaine d'actions du 25 au 30 novembre et après la marche pour la justice sociale et fiscale du dimanche 1er décembre à Paris, la bataille continue ! C'est la grande bataille d'idée à mener, le problème n'est pas le coût du travail mais le coût du capital. Mener cette bataille d'idée peut permettre la mobilisation populaire et créer les conditions d'un rapport de force efficace face au gouvernement et au MEDEF. Du matériel est disponible auprès des sections du PCF, tracts, affiches, cartes pétitions...

COMPÉTITIVITÉ - SALAIRES - PROTECTION SOCIALE

signez la carte pétition à Hollande

La vérité sur le coût du capital

NON à la hausse de la TVA

TAXONS le capital

158	299
197	200

PCF FRONT DE GAUCHE

L'écho des sections

Rezé Sud Loire

En février 2013, la Section Rezé Sud-Loire du PCF a lancé sa souscription : « **Donnons un toit à nos ambitions** » avec un objectif de 10 000 euros pour la réfection de son local. A la date du 01 décembre 2013, seulement 2 570 euros ont été collectés grâce aux camarades suivants que nous remercions ici :

Mireille PERNOT 1 000€, Dominique LUCAS 50€, Yann VINCE 100€, Jeannine DUPONT 100€, Jean GROLLIER 100€, Jacques GUILBAUD 50€, Stéphane GUILLOU 200€, Julien CHAILLOU 150€, Michelle SAUPIN 50€, René PAUVERT 100€, Patrick JOUAN 100€, Jeannine et Christian Garnier 100€, Joëlle et Dany FROUIN 120€, Françoise LEVENEUR 100€, Patrick CHEBANIER 250€. Les camarades sont unanimes pour reconnaître qu'un local à Rezé, disponible et ouvert est un outil supplémentaire pour le rayonnement politique du Parti Communiste Français sur notre secteur d'activité et une aide précieuse pour notre développement. Les dernières élections nous ont prouvés son utilité. Cette souscription transitant par l'ADF, les donateurs bénéficient donc d'une réduction d'impôts de 66%. Quand on voit les cadeaux accordés grâce à certaines niches fiscales ciblées aux gros et très gros revenus, ainsi que le nombre d'exonérations consenties aux entreprises du CAC 40, les camarades et ami(e)s du parti peuvent nous aider sans aucun état d'âme. Les chèques et uniquement **les chèques sont à libeller à l'ordre de : ADF du PCF 44**. Portez au dos du chèque : **Souscription Rezé « Donnons un toit à nos ambitions »** et adressez ce chèque pour comptabilisation au trésorier de la Section Rezé Sud-Loire, 7 bis rue des chevaliers 44400 Rezé.

L'agenda

Jeudi 12 décembre :
Réunion du comité local de la section Rezé Sud Loire.

Vendredi 13 décembre :
Réunion publique sur les municipales à St Malo de Guersac.

Samedi 14 décembre :
Formation sur les finances locales organisée par la section Loire et Sèvre.

Mardi 17 décembre :
Réunion de la coordination du Fdg départemental.

Lundi 23 décembre :
Prise des commandes de produits régionaux de 10h à 12h à la fédération.

Lundi 30 décembre :
Prise des commandes de produits régionaux de 10h à 12h à la fédération.

Vite lu...



Nécrologie

Notre camarade et ami Jean LAMOUR nous a quitté le 30 novembre 2013 après un difficile combat contre un cancer. Il fut coiffeur à Savenay. Après un gros problème de santé, il fut embauché à l'atelier mécanique des Chantiers de l'Atlantique où il y travailla pendant 15 ans et y fut délégué syndical. Communiste depuis 1950, il sera toujours fidèle à ses idéaux et, à 84 ans, toujours présent et actif au sein de sa cellule de La Baule. La Section Presqu'île Guérandaise, la fédération de Loire-Atlantique du PCF et l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique présente à son épouse Monique et à sa famille leurs très sincères condoléances.

« **Nouvelles de Loire Atlantique** »
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Publihebdo Locminé
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
 e-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Pedro MAIA
 Mireille PERNOT
 Robin SALECROIX
 André MAURICE

